

a

EGE Ecole de Guerre
Economique

Les rapports de force sur la question du nucléaire iranien

**Dossier réalisé par Manar BELFQIH
Automne 2019**

1- Contexte :

L'histoire de l'accord nucléaire iranien, remonte au lendemain de la seconde guerre mondiale, plus précisément à partir des années 50 avec la mise en place du programme nucléaire d'Iran. Alors que l'Iran était un État impérial, sous le règne de la dynastie Pahlavi et que les États Unis d'Amérique étaient présidés par Dwight David Eisenhower, les relations entre les deux pays étaient suffisamment stable et amicale (*spécialement après l'opérations clandestine de la CIA qui a permis le reversement du premier ministre iranien Mohammad Mossadegh qui jouait au bras de fer permanent avec le shah*) et les intentions concernant le sujet de l'énergie nucléaire convergeaient parfaitement entre les deux nations :

- D'un côté, dans le cadre de sa politique extérieur, le président américain avait adopté deux programmes, le premier « dissuasion nucléaire » dont le but était de cesser le recours aux armes nucléaire et le second « Atoms for peace » en 1953 visant à développé à l'intérieur et à l'extérieur du territoire américains l'usage pacifique (civil) de l'énergie atomique. Il s'en est suivit la création de l'Agence International de l'Énergie Atomique AIEA en 1957.
- D'un autre côté, le shah Mohammad Reza Pahlavi, avait pour ambition de mettre en place une industrie électronucléaire afin d'utiliser le pétrole pour l'export ou pour l'industrie pétrochimique.

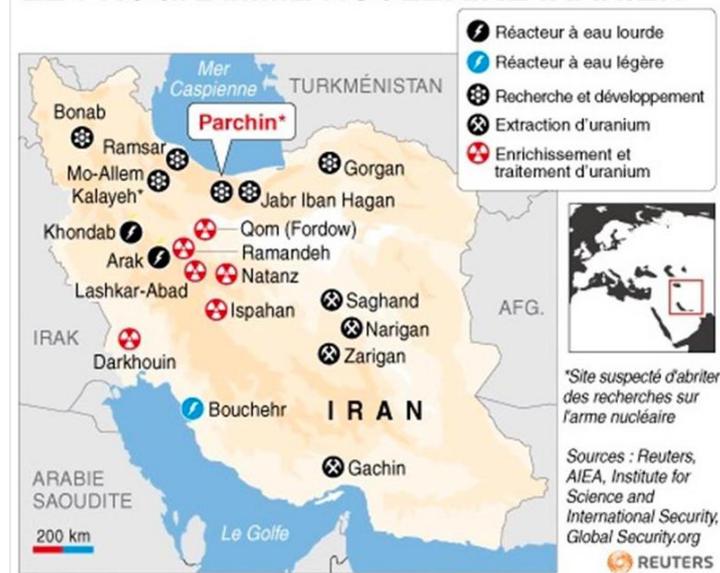
Par conséquent, un programme nucléaire de coopération civil avait été signé en 1957 entre les deux pays dont le but était la construction de plusieurs centrales nucléaire et la création du centre de recherche nucléaire de Téhéran équipé avec un réacteur nucléaire de recherche fonctionnant à l'uranium hautement enrichi fourni par Washington.

Par ailleurs, afin de consolider les déclarations du Shah à l'égard des projets atomiques, l'Iran a signé le traité de non-prolifération (TNP) en 1968 qui vise à empêcher les pays signataires d'assembler des armes nucléaires. L'application de ce dernier est assurée par l'AIEA.

Cet accord avait été renforcé sur deux dates :

- 1975 : avec le document « *coopération US-IRAN* » qui détaille la nature des transactions à savoir la vente d'équipement nucléaire contre 6 millions de dollars pour les Etats-Unis.
- 1976 : L'Iran s'est vu accordé l'ensemble d'équipement lui permettant de maitriser le cycle complet de l'atome grâce à la directive du président Ford. Ce cycle couvre l'ensemble des opérations liées à l'atome, de l'extraction jusqu'au recyclage. La sensibilité de cette directive (qui s'est traduite par la vente aux iraniens d'une installation de traitement de combustible usé) apparait dans la possibilité d'extraire du plutonium à travers le combustible, élément fondamental dans la fabrication de la bombe nucléaire.

LE PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIEN



Début des sanctions contre l'Iran :

L'effondrement de la dynastie Pahlavi suite à la révolution iranienne en 1979 fut l'élément déclencheur de l'arrêt du programme de coopération nucléaire. Il s'en est suivi un épisode de tension internationale dans les relations US – IRAN qui ont marqué le début des sanctions contre l'ancien empire perse. Parmi les causes qui ont alimenté cette tension, on retrouve la prise d'otage à l'ambassade américaine à Téhéran, la guerre Iran-Irak et les accusations de financement du terrorisme dû à la relation de l'Iran avec le Hezbollah. Notons que les présidents américains en exercice durant cette période, sont : Jimmy Carter et Ronald Reagan.

Les conséquences des sanctions américaines ont fait que plusieurs entreprises étrangères travaillant avec l'Iran se sont retirées du territoire, menant ainsi à la paralysie de l'économie iranienne engendrant à son tour le retrait des entreprises ayant des projets de construction de centrales ou de réacteurs nucléaire en Iran.

En 1995 les Américains ont mis en place l'embargo sur le pétrole en Iran ainsi qu'un embargo économique interdisant toute transaction avec l'Iran.

Simultanément, et à cette même date, le programme s'est vu relancé grâce à la Russie, et en 1996 grâce à la Chine qui a vendu à l'Iran une usine d'enrichissement d'uranium.

Par ailleurs, la reprise des recherches sur le nucléaire en 2005 par le président Mahmoud Ahmadinejad à entrainer l'inquiétude et la colère de la communauté internationale craignant le risque d'une course aux armements nucléaire dans le moyen orient. Ainsi, le conseil de sécurité des Nations Unis a mis en place la résolution 1737 en 2006. Cette résolution entame l'embargo contre les armements en imposant des sanctions pour l'arrêt du programme d'enrichissement de l'uranium via :

- L'interdiction de vendre à l'Iran tout équipement lié à ce programme
- En gelant les actifs de toute personne physique ou morale liée à ce programme

A son tour, l'Union européenne intervient en 2007 et 2012 en renforçant la résolution des nations unies. Les États-Unis font de même, en votant le *National Defense Authorization Act*

qui empêche l'Iran d'avoir recours au système financier international pour les transactions pétrolières.

Volonté d'aboutir à un accord :

Face à une économie complètement figée par les sanctions occidentales, le nouveau président de la république iranienne Hassan Rohani (2013) a exposé publiquement une volonté d'aboutir à un accord sur la question du nucléaire Iranien afin de redresser la situation chaotique dont souffrait le pays. Une promesse qui fut un argument majeur lors de sa campagne électorale.

[Un accord a officiellement vu le jour le 14 juillet 2015 à Vienne](#), comptant comme pays signataire les pays du P5+1 (France, Royaume-Unis, Russie, Chine, États-Unis + l'Allemagne) ainsi que l'Union Européenne et Iran.

Globalement, cet accord stipule que l'Iran peut continuer des activités en nucléaire civil tout en bénéficiant d'une levée de sanctions internationales sous conditions d'une limitation du programme nucléaire pendant une décennie et d'un renforcement des contrôles.

Techniquement les conditions sont les suivantes :

- Réduction du nombre de centrifugeuses de l'ordre de 13 940.
- Possibilité de garder uniquement les centrifugeuses de type IR-1.
- Limitation du stock d'Uranium enrichie à 3,67% pour une durée de 15 ans.
- Enrichissement d'uranium autorisé uniquement sur le site de Natanz.
- Quantité d'uranium enrichie limité à 300kg.
- Limitation de production de Plutonium à travers la fermeture de la centrale à eau lourde d'Arak et l'engagement de l'Iran à ne pas construire de réacteurs à eau lourde pendant 15 ans.
- Renforcement des contrôles de l'AIEA à travers des inspections intrusives.

Bien que cela ait permis à l'Iran de récupérer des actifs gelés, d'accueillir de nouveaux investisseurs étrangers, de réintégrer le système financier international et de bénéficier d'une levée des sanctions dans certains secteurs, il fait par ailleurs toujours l'objet de certaines sanctions, celles américaines notamment, qui sanctionnent l'Iran pour un soutien allégué au terrorisme et pour non-respect des droits d'homme.

L'année 2018 marque un nouveau tournant pour cet accord. Le président américain Donald Trump souhaite se retirer du plan d'action globale commun ce qui a engendré le début d'une guerre économique et d'un rapport de force pour le moins houleux.

2- Présentation des acteurs :

Dans cette nouvelle situation conflictuelle, s'affrontent les pays signataire de l'accord de Vienne. Certains attaquent, d'autres ripostent et quelque uns interviennent en modérateur.

États-Unis :

[Le 8 mai 2018](#) est la date officielle de sortie des États Unis de l'accord, -un accord qui rappelons-le a été signé par Barak Obama- avec pour conséquence le rétablissement des

sanctions contre le régime iranien. Ces derniers concerneront le secteur des hydrocarbures, l'accès au dollar américain, les exportations aéronautiques vers l'Iran et le commerce de métaux. Il n'en demeure pas moins que cette décision, prise unilatéralement par Washington, ne concerne pas uniquement l'Iran, mais l'ensemble des pays ayant directement ou indirectement la moindre micro-relation avec les États Unis. Ainsi Trump a ouvertement et publiquement menacé tout pays ne respectant pas l'embargo américain.

Dans cette optique, les pays alliés aux États-Unis, à savoir l'Arabie Saoudite et Israël, soutiennent incontestablement et indéfectiblement la décision américaine. Pour quelles raisons ?

Les alliés : L'Arabie Saoudite et Israël :

Rappelons que l'Arabie Saoudite est -si j'ose dire- le bras droit des États-Unis. Si la monnaie américaine a su prendre une ampleur à en devenir la devise de référence dans les échanges internationaux ceci est totalement dû à l'union et à la dépendance existante entre les deux pays. En outre, la décision américaine ne peut que servir les intérêts de l'Arabie Saoudite en lui offrant la possibilité d'approvisionner de nouveaux marchés et de ce fait de renforcer ses relations diplomatiques ou dans le cas échéant, d'avoir un pouvoir de négociation sur les pays importateur de l'or noir.

Dans ce même élan, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a félicité la déclaration de Trump. En effet, Israël a toujours été contre l'accord sur le nucléaire iranien appréhendant les possibilités que l'Iran se dote [de la bombe nucléaire](#) et s'en sert à l'encontre de ces ennemies dont Israël. Cette crainte serait fondée sur la réussite d'une opération d'espionnage menée par des agents du Mossad à Téhéran, relevant des fichiers qui prouvent que l'Iran tente de mettre en place des armes atomiques. Toutefois, la crédibilité de ces informations serait à remettre en question compte tenu de l'intérêt intrinsèque des israéliens de décrédibiliser l'Iran. Rappelons à cet égard les [opérations de cyberattaque](#) (dont le nom de code est : Jeux olympique) mené conjointement par la NSA et l'Unité 8200 (unité de renseignement de l'armée de défense israélienne) à l'encontre des centrifugeuses iraniennes en 2010. Notons que cette opération avait été commencé par le président Bush et accéléré par le président Obama, qui, paradoxalement, a signé et encouragé l'accord de Vienne.

De surcroît, la prise de pouvoir par Trump, n'a pu qu'accroître les liens entre US et Israël du fait de la religion de son gendre et de sa fille ainsi que l'amitié étroite entre son gendre et le premier ministre israélien.

Iran :

A l'issue des sanctions imposées par l'administration Trump, la situation socio-économique iranienne est des plus déplorable.

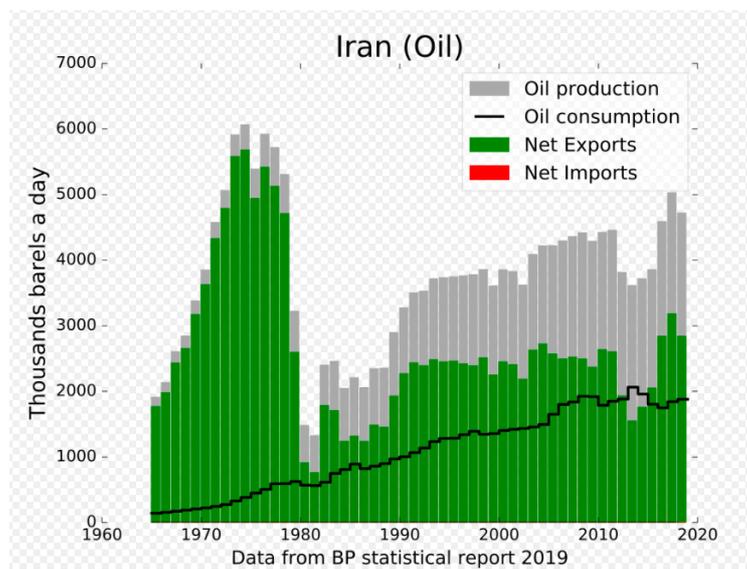
3- État des lieux de la structure économique iranienne :

L'économie iranienne a connu un développement majeur pendant l'État impérial avec les séries de réformes de la révolution blanche menées en 1963. La révolution islamique de 1979 marque l'arrêt de cette progression, ce qui a ralenti la modernisation et l'industrialisation du pays. C'est la combinaison de plusieurs facteurs géopolitique qui a induit le pays dans la récession :

- La révolution iranienne en 1979

- La guerre Iran-Irak
- La chute du prix du pétrole (qui constitue la source la plus importante des revenus de l'Etat iranien)

La structure de l'économie iranienne octroie une place prépondérante, voire même dominante au secteur de l'énergie, principalement le pétrole et le gaz. Par extension, le secteur industriel est dominé par l'industrie des hydrocarbures. Il est utile de rappeler que l'Iran est le deuxième exportateur de pétrole de l'OPEP après l'Arabie Saoudite et détient 10% des réserves pétrolière mondiale avec pour pique de rendement, 6 millions de barils/ jour avant la révolution. L'ancien empire perse détient également 15% des réserves mondiale de gaz naturel, ce qui le met en seconde position derrière la Russie.



(Note : conscient de l'importance de l'or noir pour l'économie iranienne et pour sa position sur la scène internationale, le Shah d'Iran avait pour objectif de satisfaire la demande énergétique domestique grâce à l'industrie électronucléaire afin de préserver le pétrole pour l'exportation. Une production de 6000MW avait été prévu pour 2010 dans le cadre de l'accord avec les Américains.)

Les sanctions occidentales envers l'Iran ont eu un réel impact dévastateur sur l'économie iranienne, principalement à cause du refus de la plupart des pays occidentaux d'importer le pétrole iranien. Un pétrole, qui rapporte 40% des recettes budgétaire de l'État.

Par ailleurs, le rétablissement du Plan d'action Global Commun en 2015 a relancé l'activité économique du pays jusqu'à la décision de Washington de se retirer de l'accord, causant ainsi :

La rechute des indicateurs de croissance :

- La chute du PIB
- Une augmentation exponentielle du taux d'inflation
- Un déficit dans la balance des transactions
-

Indicateurs de croissance	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)	2020 (e)
PIB (milliards USD)	404,45	430,71	430,08	333,60	340,98
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	12,5	3,7e	-1,5	-3,6	1,1
PIB par habitant (USD)	5.027	5.290e	5.222	4.006	4.052
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	47,5	39,5	44,2	39,3	37,2
Taux d'inflation (%)	9,1	9,6	29,6	34,1	24,2
Balance des transactions courantes (milliards USD)	16,28	9,49	5,79	0,86	-3,75
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	4,0	2,2	1,3	0,3	-1,1

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles.

Note : (e) Donnée estimée

1- La dévaluation de la monnaie :

Cette dévaluation a entraîné la hausse des prix et a bloqué les investissements étrangers.

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Rial iranien (IRR) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	23.517,81	33.088,86	30.962,10	32.888,14	37.532,69

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

2- Une augmentation du taux de chômage :

Indicateurs socio-économiques	2018	2019 (e)	2020 (e)
Taux de chômage (%)	12,8	14,3	15,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles

A l'heure actuelle, l'Iran vend 300.000 barils/jour contre 3 millions il y a de cela un an et quelques mois.

Par ailleurs, bien que les sanctions américaines aient prétendu touché uniquement l'industrie iranienne, le bilan des morts civil n'est pas à négliger. Les industries agroalimentaires et pharmaceutiques sont fortement touchées conduisant à la mort de plusieurs personnes par manque de médicaments.

4- État des lieux des relations diplomatique :

Durant la période du Shah Mohammad Reza Pahlavi, les relations entre l'Iran et les États-Unis étaient des plus propices. Les partenariats industriels et commerciaux et militaires ne cessaient de s'accroître, ce qui en partie a permis la modernisation de l'État impérial.

La prise de pouvoir par le clergé en 1979 a marqué le changement du paysage géopolitique et géoéconomique iranien en commençant avec les États-Unis, qui depuis, est devenu l'un des ennemis de la république islamique. Cette rupture fut d'autant plus accentuée avec *l'Iran and Libya Sanctions Act* qui, voté en 1996 par le gouvernement de Bill Clinton, qui interdit formellement aux entreprises américaines d'investir ou d'effectuer des transactions avec l'Iran.

De ce fait, depuis la révolution, l'Iran développa des partenariats et renforça ses relations avec :

- La Syrie,
- La Chine,
- L'Inde,

- L'Afrique du Sud,
- Cuba,
- Le Venezuela,
- La Turquie,
- Le Pakistan,
- L'Union européenne,
- La Corée du Sud,
- La Russie,
- Le Japon.

Néanmoins, en 2015 s'est opéré un nouveau changement sur le paysage des relations économique internationale iranienne qui a vu certains de ces partenaires commerciaux disparaître, tel que l'Union Européenne du fait de l'extraterritorialité du droit américain mais aussi du fait des relations bilatérales entre les Etats-Unis -l'Union Européenne.

Bien que les relations Etats-Unis-Chine et USA-Russie soient aussi complexes qu'interdépendantes, la Chine et la Russie continuent à soutenir l'économie iranienne notamment en s'approvisionnant en pétrole persan. Ce soutien n'est pas considéré comme une aliénation totale envers l'Iran ou comme un retournement absolu contre les États Unis, puisque la Maison Blanche joue à l'aveugle « momentanément ». Une stratégie, qui permet de ne pas achever l'économie iranienne pour deux raisons. La première est pour que l'Iran se rappelle la suprématie américaine dans le sens où le sort du pays est entre les mains des Américains qui décident de la pluie et le beau temps. La deuxième, est que cette marge de manœuvre poussera l'Iran à vouloir rester sur la table des négociations soit directement, soit au travers d'autres intermédiaires. Des intermédiaires qui se verront obligés d'amadouer Washington pour le rediriger vers un accord. De cette façon, les États-Unis peuvent également jouer de leurs caprices sur l'Union Européenne (et principalement la France).

Par conséquent, du fait de l'extraterritorialité du droit américain, de la présence du dollar comme devise de référence, de la dépendance des pays occidentaux, de la Chine et de la Russie aux États-Unis, l'Iran se retrouve pied et main liées avec pour seule arme de défense, de jongler entre une pression sur les alliées des États-Unis et des menaces sur son retrait définitif de l'accord nucléaire. Une situation qui ne pourra qu'engendrer le début de la fin d'un monde.

5-Attaques et ripostes

Posture américaine

La première attaque américaine était au lendemain de la décision de Trump de se retirer du Plan d'action global commun et s'est matérialisé par l'instauration de sanctions à l'encontre de l'économie Iranienne dans un délai de 90 à 180 jours. Ces sanctions visaient spécialement le pétrole, plusieurs secteurs économique et industrielle en plus de sanctions financières retirant l'Iran du système financier international. L'embargo a ainsi interdit à tous les pays de commercer avec l'Iran (notamment les entreprises européennes qui ont dû quitter le marché iranien tel que PSA et Total)

Le jeudi 20 juin 2019, les États-Unis ont [envoyé un drone](#) américain survoler l'espace aérien iranien ce qui est considéré comme une violation par le droit international. A ce sujet, les déclarations entre Washington et Téhéran divergèrent quant à la nature du drone et à son emplacement au moment de son explosion par la force aérospatiale des Gardiens de la Révolution, et ce grâce à un missile sol-air. Alors que des commandants du Pentagone assurèrent que l'appareil était un drone de surveillance de l'US Navy qui se situait [dans l'espace aérien international](#), le ministre de la défense iranien démentit la version américaine.

Alors que la situation Iran-US est au bord du précipice, Donald Trump donne l'ordre (le 22 juin) d'attaquer l'Iran. Une décision, qui n'est pas allée jusqu'au bout car le président l'a arrêté 10 minutes avant la frappe. Officiellement, ce rétropédalage fut justifié par le lourd bilan humain que l'attaque aurait engendré. Officieusement, les conseillers du président américain l'ont averti à la dernière minute de la détermination et de la force de frappe dont l'Iran est apte.

Ainsi, il est utile de rappeler un élément majeur : la pression qu'opéra l'Iran sur les États-Unis à travers Israël. Il serait naïf de se penser que la rétractation de Trump n'a pas été motivée par la menace iranienne d'annihiler Israël [dans les 30 minutes](#) qui suivent dans le cas où l'Iran serait attaquée.

Ajoutons à cela le profil de l'entourage du président américain. Entre Mike Pompeo son secrétaire d'État et John Bolton son conseiller d'alors à la sécurité nationale, toutes les raisons sont bonnes pour entamer une guerre contre l'ancien empire perse.

Posture britannique

La Grande Bretagne a quant à elle saisi le navire pétrolier iranien (supertanker Grace 1) dans le détroit de Gibraltar par les *Royal Marines* britanniques le 4 juillet. Les Iraniens sont à cet effet soupçonné d'enfreindre les sanctions imposées par l'UE en 2011, en voulant acheminer [ce pétrole en Syrie](#).

Posture iranienne

Se trouvant dans une position solitaire en dépit de ses nombreux appels à l'aide envoyé à l'Union Européenne, l'Iran, n'a plus d'autre solution que de mettre une pression maximale sur l'Union Européennes (principaux partenaires de l'US) en appliquant de nouvelles mesures tous les 60 jours sous peine d'une sortie définitive de l'accord.

En juillet 2019, Hassan Rhoani déclara que l'Iran décidait de :

- mettre un terme à son respect de l'accord de Vienne compte tenu de la position et du manque d'engagement de la part des autres pays signataires. Cela s'est concrétisé par l'enrichissement de l'uranium au-delà de la limite fixée dans l'accord à savoir 3,67%, en l'augmentant à 4,5%.
- remettre en service le réacteur d'eau lourde d'Arak.

En effet, l'accord de Vienne ne prévoyait pas de sanctions en cas d'un léger non-respect de l'accord. Seul le cas d'un retrait total de l'accord engendrerait des sanctions. Ajoutons que l'enrichissement de l'uranium à hauteur de 4,5% ne permet aucunement la conception d'une arme nucléaire, qui elle, nécessite, un enrichissement à hauteur de 90%.

Posture de l'Union Européenne (France-Allemagne-Royaume Unis)

Partenaire géostratégique traditionnel de Washington et investisseur important sur le marché iranien, l'UE est en effet dans une position pour le moins délicate. D'un côté, elle ne peut se permettre de contrarier le président américain par craintes des conséquences sur sa propre économie, et d'un autre côté elle se voit perdre d'importants marchés en Iran. En outre, la bonne volonté de l'UE s'est montrée à plusieurs reprises, malgré l'échec de toutes ses tentatives :

- [La Loi de blocage de 1988](#).
- L'OFAC européen.
- 3-La demande de dérogation auprès de Washington pour que les grands groupes puissent continuer à exercer en Iran.
- 4-INSTEX : Une société immatriculée à Strasbourg de 3000euros de chiffre d'affaires, avec pour associés la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, devant disposer de suffisamment de fonds dans le but de permettre aux iraniens de faire des achats en Europe sans passer par le système financier international.
- 5-Tentative d'Emanuel Macron lors du G7 à rassembler les conditions pour qu'une discussion entre les deux parties adversaires de l'accord soit possible : Cette tentative peut être jugé comme un échec car que les négociations impliquent la question de l'abandon des missiles balistique par l'Iran.

Toutefois, bien que ces tentatives n'aient pas abouti, le soutien européen demeure important dans la mesure où il empêche le débordement américain (le débordement militaire reste relatif compte tenu des relations Etats-Unis-Israël et Israël-Iran).

Posture israélienne :

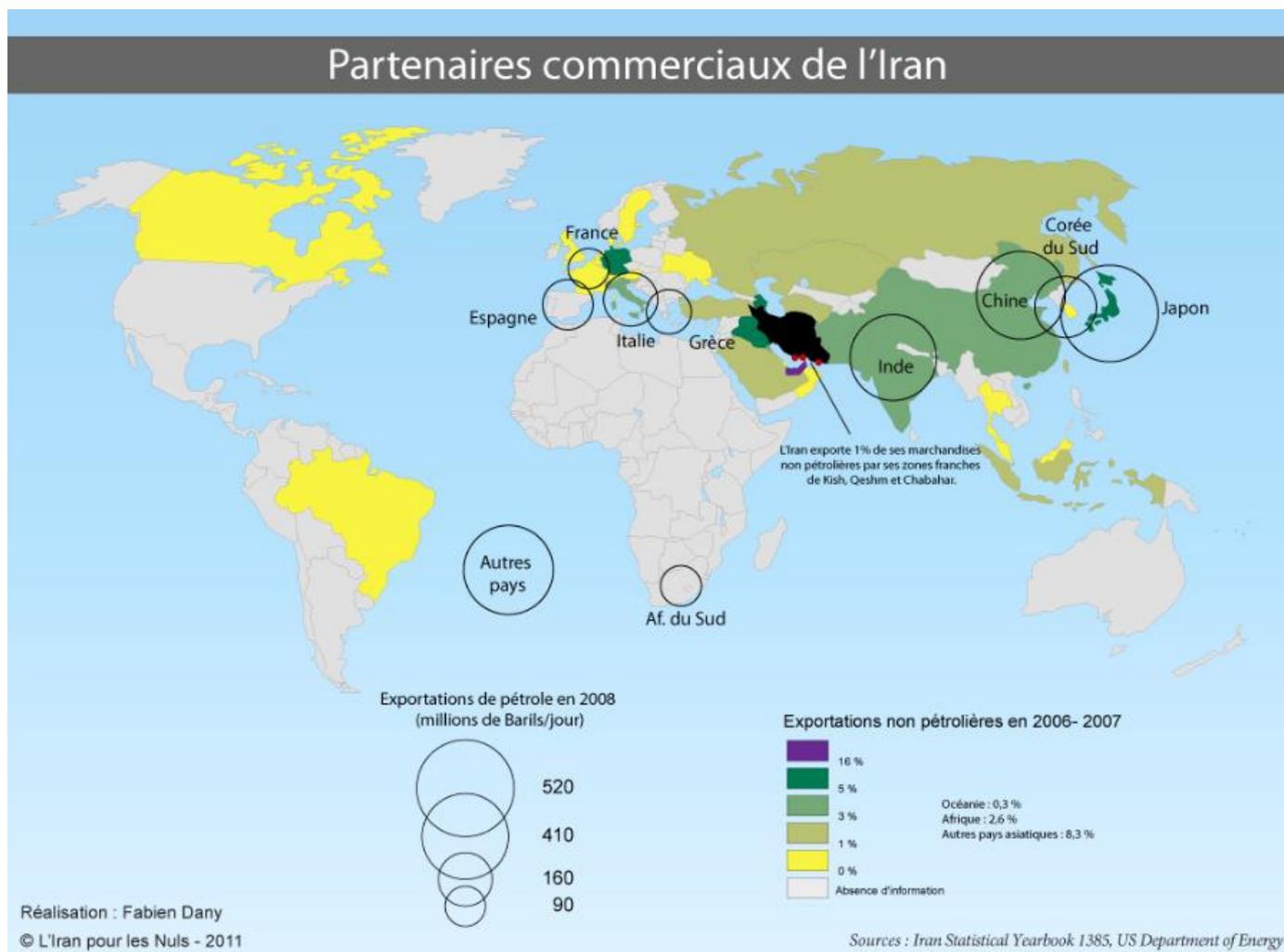
Allié incontestable des États Unis, Israël ne cesse de recourir à tous les moyens possibles afin de décrédibiliser et de fragiliser l'Iran sur la scène internationale.

Après sa première révélation (cité au-dessus), Netanyahu annonce la découverte d'un nouveau site de développement d'arme nucléaire iranien le 9 septembre 2019, appelant ainsi la communauté internationale à alourdir ses sanctions envers l'Iran.

Conclusion :

L'accord de Vienne interdit formellement tout usage de l'atome à des fins militaires. De surplus, l'Iran est signataire du traité de non-prolifération. Accepter de mettre sur la table des négociations la question des missiles balistiques reviendrait à accepter le désarmement du pays. Un pays qui rappelons-le se situe dans une zone géographique pour le moins houleuse.

Annexe



Liens :

https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2015-3-page-107.htm?try_download=1

<https://www.nouvelobs.com/monde/20180509.OBS6401/nucleaire-iranien-5-questions-pour-comprendre-la-crise-provoquee-par-trump.html>

<https://www.franceculture.fr/emissions/la-question-du-jour/escalade-entre-iran-et-les-etats-unis-que-vise-donald-trump>

https://www.lexpress.fr/actualite/monde/un-nouvel-accord-sur-le-nucleaire-iranien-est-il-possible_2095794.html

https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/05/08/donald-trump-annonce-le-retrait-des-etats-unis-de-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien_5296297_3222.html

<https://edition.cnn.com/2018/05/01/middleeast/israel-iran-nuclear-evidence-analysis/index.html>

https://www.nytimes.com/2012/06/01/world/middleeast/obama-ordered-wave-of-cyberattacks-against-iran.html?_r=4&pagewanted=2&seid=auto&smid=tw-nytimespolitics&pagewanted=all/&

<http://www.expert-comptable-international.info/fr/pays/iran/economie-3>

<http://www.amir-aslani.com/iran-etats-unis-au-bord-du-precipice/#.XRL5qfCBh7Y.linkedin>

https://www.liberation.fr/planete/2019/06/20/l-iran-a-abattu-un-drone-americain-de-surveillance_1735015

<http://premium.lefigaro.fr/flash-actu/l-iran-menace-israel-de-destruction-si-les-etats-unis-attaquent-20190701>

<https://www.lopinion.fr/edition/international/apres-saisie-d-petrolier-l-iran-menace-directement-grande-bretagne-192050>

https://www.ecfr.eu/paris/publi/laffrontement_avenir_pourquoi_liran_separera_leurope_des_etats_unis

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/pour-donald-trump-une-guerre-contre-l-iran-est-trop-risqueuse-20190622>

[https://www.arte.tv/fr/videos/087181-315-A/nucleaire-iranien-l-ue-peut-elle-tenir-tete-a-donald-trump/?xtor=SEC-702--Chaine-Generique--\[\]&gclid=Cj0KCQjwtsv7BRCmARIsANu-CQc19kDYTWILQxFYhnpjzOaxW9s7njSjK72h76nYIL4wbhgoG1V_DD4aAiOfEALw_wcB](https://www.arte.tv/fr/videos/087181-315-A/nucleaire-iranien-l-ue-peut-elle-tenir-tete-a-donald-trump/?xtor=SEC-702--Chaine-Generique--[]&gclid=Cj0KCQjwtsv7BRCmARIsANu-CQc19kDYTWILQxFYhnpjzOaxW9s7njSjK72h76nYIL4wbhgoG1V_DD4aAiOfEALw_wcB)